







PLATEFORMES ÉLECTORALES 2019 - ENJEUX AGROALIMENTAIRES						
INTENTION GÉNÉRALE	Fusionner les services financiers et consultatifs actuellement répartis entre plusieurs organismes pour les regrouper sous <i>Financement agricole Canada</i> . Une nouvelle entité, <i>Développement agricole et alimentaire Canada</i> , servira de point de service unique.	a) Réduire le fardeau réglementaire fédéral de 25 % sur quatre ans b) Former un groupe de travail d'experts chargé d'examiner les programmes d'innovation afin d'améliorer la compétitivité du pays	Travailler avec les producteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement pour accroître la quantité d'aliments canadiens vendus, transformés et consommés dans les marchés locaux et régionaux	Soutenir le rétablissement des infrastructures de production alimentaire locales comme des conserveries, des abattoirs et d'autres transformations alimentaires à valeur ajoutée	Promouvoir l'alimentation locale et les produits du Québec	a) Éliminer toutes les subventions aux entreprises b) Réduira progressivement le taux d'imposition des entreprises de 15 % à 10 %
EMPLOIS	a) Salaire minimum fédéral de 15 \$/hre à compter de 2020, indexé sur l'inflation b) Veiller à ce que les agriculteurs des secteurs soumis à la gestion de l'offre obtiennent l'aide dont ils ont besoin pour réussir.	a) Mettre en œuvre une stratégie de travail dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire b) Remanier le Programme des travailleurs étrangers temporaires afin de mieux l'harmoniser avec les besoins nationaux	Lutter pour des emplois manufacturiers de qualité	Répondre aux perturbations créées par l'automatisation	Simplifier le processus et l'embauche de personnel pour éliminer les délais interminables de traitement des dossiers dans le programme de travailleurs étrangers temporaires	Limiter le nombre de travailleurs étrangers temporaires et s'assurer qu'ils occupent des postes réellement temporaires et ne concurrencent pas de façon déloyale les travailleurs canadiens
EXPORTATION ET ACCORDS COMMERCIAUX	a) Aider les exportateurs qui font face à des différends commerciaux à l'étranger b) Augmenter la capacité de prêt en capital de Développement agricole et alimentaire Canada de 5 G\$/année	Abolir les obstacles au commerce interprovincial	a) Assurer la réciprocité dans toutes les négociations commerciales b) iCanada : guichet unique qui contribuera à attirer des investisseurs au Canada afin de promouvoir l'industrie canadienne sur la scène internationale	a) Remplacer le tiers des importations alimentaires du Canada par de la production nationale en renforçant l'autonomie alimentaire régionale b) Améliorer l'accès à des sources alimentaires saines	Promouvoir le multilatéralisme, seule manière d'aborder les enjeux du 21e siècle	a) Éliminer les barrières au commerce interprovincial b) Libéraliser les échanges commerciaux avec autant de pays que possible
GESTION DE L'OFFRE	a) Veiller à ce que les agriculteurs des secteurs soumis à la gestion de l'offre obtiennent l'aide dont ils ont besoin pour réussir b) Aider tous les secteurs soumis à la gestion de l'offre, y compris les transformateurs laitiers, afin qu'ils reçoivent un soutien complet et équitable	Défendre le système canadien de la gestion de l'offre.	a) Protéger pleinement la gestion de l'offre b) Indemniser pleinement les agriculteurs pour les pertes subies dans le cadre des négociations commerciales	Protéger les systèmes de gestion de l'offre tout en autorisant la production pour les marchés locaux en dehors de ces systèmes	Protéger intégralement la gestion de l'offre	a) Mettre en place un système libre, ouvert et équitable b) Supprimer progressivement le système de gestion de l'offre sur plusieurs années afin de permettre aux agriculteurs de s'adapter c) Permettre aux producteurs de lait, d'œufs et de volaille du Canada de prospérer et de vendre leurs produits à l'étranger
AGRICULTURE	a) Augmenter l'appui fédéral aux agriculteurs pour les aider à gérer les risques qui sont indépendants de leur volonté b) Travailler avec les agriculteurs à l'élaboration de mesures fiscales visant à faciliter le transfert intergénérationnel des exploitations agricoles	a) Aider les entreprises agricoles et agroalimentaires touchées par l'incertitude du marché b) Offrir une indemnisation aux agriculteurs touchés par les accords de libre-échange.	Stratégie alimentaire canadienne qui adoptera une approche pangouvernementale pour répondre aux besoins et aux priorités régionales	Soutenir le passage de l'agriculture industrielle à des pratiques agricoles régénératrices	Défendre le modèle agricole québécois	X
TRAÇABILITÉ ET ÉTIQUETAGE	a) Pour les produits de la pêche et des fruits de mer canadiens, nouvelles règles de traçabilité et d'étiquetage pour lutter contre la fraude commerciale b) Mettre sur pied un programme de traçabilité « du bateau jusqu'à la table », développé en partenariat avec des leaders de l'industrie et de l'environnement	X	X	X	X	X
PUBLICITÉ AUX ENFANTS	Déposer à nouveau le projet de loi interdisant de faire de la publicité d'aliments et de boissons s'adressant aux enfants	X	X	X	X	X
EMBALLAGE PLASTIQUE LIÉ À L'ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT	a) Imposer de nouvelles normes et cibles pour les entreprises qui fabriquent des produits en plastique ou qui vendent des articles enveloppés dans du plastique b) S'assurer que ces entreprises soient entièrement responsables de la collecte et du recyclage de leurs déchets de plastique	Élaborer un régime de réglementation national harmonisé pour le recyclage du plastique, comprenant notamment la responsabilité élargie des fabricants ainsi que des normes harmonisées sur les produits et les emballages contenant du plastique.	a) Interdire les plastiques à usage unique au Canada b) Tenir les entreprises responsables du cycle de vie complet de leurs produits et emballages en plastique c) Aider les municipalités à améliorer leurs programmes de gestion et de recyclage des déchets	Établir des objectifs à concrétiser avant 2022 impliquant des emballages réutilisables pour les supermarchés et autres magasins d'alimentation en collaboration avec les distributeurs et les vendeurs de denrées alimentaires	Interdire immédiatement des pesticides, assortis d'un délai de transition pour les agriculteurs, afin de leur permettre de transformer leurs techniques de culture	a) Abolir la taxe sur le carbone et laisser les gouvernements provinciaux adopter des programmes de réduction des émissions b) Abolir les subventions aux technologies vertes et laisser les acteurs privés développer des alternatives rentables et efficaces